

Dans les Pyrénées, un collectif s'est constitué pour protester contre le projet d'une gigantesque scierie porté par le groupe italien Florian. Ses détracteurs dénoncent un risque de surexploitation des hêtraies

LANNEMEZAN (HAUTES-PYRÉNÉES) -
envoyé spécial

L'hiver vient. Cette année, parce que le froid est arrivé en avance dans les Pyrénées, le pic du Midi est d'un blanc avant-gardiste. Mais le phénomène le plus manifeste en ce début d'automne, sur cette chaîne de 430 kilomètres de long s'étirant de la Méditerranée au golfe de Gascogne, habitat d'une cinquantaine d'ours, c'est un petit badge, qui s'est mis à fleurir sur les vêtements de montagne. Rappelant tout autant le logo de SOS Racisme que les mains peintes dans les grottes préhistoriques, une paume aux doigts écartés, assortie du slogan «*Touche pas à ma forêt!*», tente d'y stopper une menace.

Parce que l'arbre est aujourd'hui notre nouveau pote, c'est contre le projet d'installation d'une scierie industrielle en périphérie de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), opérée par le groupe italien Florian, que cette main rouge sang fait rempart. Une «mégascierie», comme l'ont qualifiée ses opposants, dont l'ambition est de transformer chaque année 50 000 mètres cubes de bois de hêtre de haute qualité en bois d'œuvre, utilisable pour la confection de parquets, de meubles, d'escaliers. «*Avant, on déforestait hyper loin, maintenant on déforeste tout près de chez nous. Il y a un côté Amazonie locale*», s'inquiète Sandrine Bares, 43 ans, secrétaire d'école, qui a surnommé son chien «Idéfix», parce qu'il pleure dès qu'une tronçonneuse entre en action.

1200 STADES DE FOOTBALL

Déjà présent sur onze sites en Europe (Croatie, Hongrie, France), le groupe Florian, qui compte 1 000 salariés, est un géant, si on le compare aux sept scieries familiales de la chaîne pyrénéenne, employant environ 250 personnes. Et, comme chacun sait, les géants ont un gros appétit. Parce que seule une partie de l'arbre (de 9,2% à 13,7% selon l'Office national des forêts) est utilisable dans des produits finis de qualité, il faudrait, pour obtenir les 50 000 mètres cubes de bois d'œuvre désirés chaque année par Florian, en engloutir, selon les estimations, de 200 000 à 540 000 mètres cubes. Soit au moins un doublement, voire un triplement des prélèvements actuels. L'équivalent de 1 200 stades de football mis à ras chaque année. Ce bois devra aussi être convoyé, jetant 6 000 grumiers supplémentaires sur les routes du secteur, avec leur cortège d'escarilles et de CO₂.

Porté par la communauté de communes du plateau de Lannemezan (CCPL) et par son président, Bernard Plano (PS), le projet, qui met en avant la création de vingt-cinq emplois, a été présenté en commission économique de l'intercommunalité, en décembre 2019, suscitant de vives interrogations. «*Avec certains élus, nous avons tenté d'avoir des informations, notamment sur les quantités de bois astronomiques mobilisées par ce projet, et la situation de monopole que cela induirait, mais il n'y a eu aucune concertation. C'est très regrettable, car ça engage à la fois l'argent public et le devenir de nos forêts*», confie Joëlle Abadie, maire PS du village de Tilhouse (Hautes-Pyrénées) et conseillère départementale.

Alors que certains élus se réjouissent de pouvoir renflouer les finances municipales en vendant le hêtre de leur commune, à l'heure où les écosystèmes sont susceptibles de s'effondrer, une telle ambition inquiète les environnementalistes. «*Le projet d'installation de cette scierie industrielle sur le piémont pyrénéen ne peut être de nature à répondre au double enjeu de changement climatique et d'érosion de la biodiversité, mais, bien au contraire, ne fait que l'accentuer*», peut-on lire dans un rapport détaillé de l'Observatoire des forêts des Pyrénées centrales. Cette association, financée par la région Occitanie, craint «*une pression insoutenable pour les hêtraies pyrénéennes*», certes actuellement peu exploitées, mais en voie de régénérescence.

C'est donc pour tenter de freiner ce projet

jugé «écocide» que s'est constitué, en février 2020, le collectif Touche pas à ma forêt!, regroupant quarante-trois organisations associatives, syndicales, politiques, ainsi que de simples citoyens et des «gilets jaunes». «*On ne défend pas la nature, on est la nature qui se défend*», résume Mathilde Gelamur, infirmière et porte-parole de ce front marqué à gauche, qui n'a cessé de grossir au fil des mois, à coups de réunions d'information, de marches protestataires dans les bois et de démonstrations de débardage par traction animale.

«*Ici, on a la chance d'avoir une nature riche, qui nous relie à notre passé de chasseurs-cueilleurs, c'est encore un abri pour les rêves, les contes, la résistance. C'est pour ça qu'on ne lâchera rien. Ça peut partir en ZAD*», prévient Pascal Lachaud, ancien agriculteur bio, spécialisé dans le porc noir et adjoint PCF à la mairie de Capvern. Depuis son bureau d'élus décoré d'une reproduction de *Guernica*, ce sexagénaire orchestre la riposte. Comme d'autres communes de la chaîne pyrénéenne, Capvern a voté une délibération contre le projet Florian. Afin d'éviter un nouveau Notre-Dame-des-Landes, le collectif demande un moratoire. Et propose une vision alternative qui, dans le respect des équilibres naturels et des paysages, ambitionne de développer, voire de réanimer, les filières locales d'exploitation et de transformation.

Après des mois de montée en puissance, le 11 octobre, Touche pas à ma forêt! avait décidé de frapper fort, en organisant une marche citoyenne, jusqu'au lieu d'implantation prévu de la scierie. Malgré la pluie et le froid, 1 500 personnes ont répondu à l'appel. «*Les puissants n'ont plus aucune limite. Il n'y a plus d'insectes, plus d'oiseaux. Ici, une fois qu'ils auront pris les gros arbres et les subventions, ils partiront ailleurs, après avoir tout saccagé*», prédit Pierrot, un «gilet jaune» venu de Toulouse. «*Que quelques personnes décident entre elles du devenir du bien commun, c'est révoltant, ça ne m'étonne pas que les gens se radicalisent. On n'est pas au Brésil de Bolsonaro, merde!*», tonne Marc Sauerbey, informaticien de 47 ans, qui s'est installé récemment dans le coin en prévision de l'effondrement, avant de constater que sa base de repli était elle aussi menacée.

Après 5 kilomètres d'une déambulation boueuse, Pascal Lachaud, vaguement protégé de l'averse par son béret et sa veste, prend la parole au micro, d'une voix forte où roulent les R. Il en appelle non seulement aux citoyens, mais également aux essences qui peuplent les bois, comme si celles-ci avaient le



Des opposants à un projet de scierie industrielle défilent entre Capvern et Lannemezan (Hautes-Pyrénées), le 11 octobre. MARION ESQUERRE POUR «LE MONDE»

« Touche pas à ma forêt! »

« AVANT,
ON DÉFORESTAIT
HYPERLOIN,
MAINTENANT
ON DÉFORESTE
TOUT PRÈS DE CHEZ
NOUS. IL Y A UN
CÔTÉ AMAZONIE
LOCALE »

SANDRINE BARES
secrétaire d'école

pouvoir de venir balayer de leurs branches le projet de scierie: «*Hêtres des forêts de Lortet, de Benqué, d'Esparros, de Labassère. Hêtres très vieux des forêts du Baget, de la Soule. Mes amis hêtres du Couserans, de Castillons, d'Audreissen, hêtres tumultueux et nouveaux du Comminges, d'Encausse, amis du Salat et de Tarascon, de la Chalabre, des Gaves, des vallées de Campan et d'Aure, je vous salue. Amis hêtres du monde et citoyens de la Terre, vous avez répondu présent pour continuer à vivre dignes dans une société qui ne veut plus de nous.*»

Le lendemain, dans son bureau de la mairie de Lannemezan, décoré d'un tableau de Buffet («*Je crois que c'est un vrai, on devrait le faire expertiser*»), le premier magistrat Bernard Plano nous accueille en compagnie de Jean-Michel Noisette, ancien fonctionnaire de la direction départementale du territoire et chargé de mission sur le dossier Florian. «*J'ai beaucoup été caricaturé par les opposants, notamment sur une affichette "Massacre à la tronçonneuse". Mais moi aussi j'adore les arbres. Récemment, je me suis même battu avec ma femme qui voulait couper un pin parasol dans notre jardin*», confie le maire, qui fut dirigeant dans le spatial pour Matra Marconi Space. Le sentimentalisme sylvestre est une corde sensible.

« EXPLOITABILITÉ IMPOSSIBLE »

Afin de mettre sur orbite le dossier Florian, deux études ont été commandées par l'Etat à l'Union Grand Sud des communes forestières (UGS) et à l'Office national des forêts (ONF); une troisième à l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN), par la région Occitanie et l'intercommunalité. Si toutes attestent statistiquement de la disponibilité de la ressource, lorsqu'on entre dans le détail, le constat est très différent. Dans le rapport de l'IGN, on lit: «*Il est important de noter que plus de la moitié des volumes de hêtres se trouvent dans des forêts où l'exploitabilité est estimée difficile à impossible.*» Il faudrait alors, à grands frais, en bousculant la faune locale, créer des pistes, des routes, installer des câbles pour le débardage...

«*On pourrait aussi utiliser des dirigeables pour l'exploitation*, avance Bernard Plano, 76 ans, fan revendiqué d'Elon Musk. *Et puis il faut savoir que les vieux hêtres ne piègent plus de CO₂ donc c'est une bonne stratégie de les remplacer par des jeunes. Je ne dis pas de bêtise?*», demande l'élus, en se tournant vers son conseiller. Moue d'acquiescement de Jean-Michel Noisette, qui nous glisse: «*Je ne vous dis pas qu'il n'y aura pas une coupe rase de temps en temps.*» Nécessitant un investissement

global de 11 millions d'euros, la scierie industrielle serait subventionnée, notamment par les collectivités locales, institutions tiraillées entre économie et écologie.

Alors que Florian et le conseil régional n'ont répondu à nos sollicitations que par voie de communiqués, Pierre Sanguinet s'est montré plus bavard. Dans son bureau attenant à la scierie familiale, dont les lames vrillent les tympanes, le président de la section Occitanie de la Fédération nationale du bois (FNB) fait savoir qu'il n'est pas opposé à un projet sur le hêtre, mais regrette la démesure et l'irréalisme de celui-ci. «*Les arbres n'y sont plus. Les plus gros ont déjà été coupés quand le marché était florissant, il y a trente ans. Quant à l'exploitation par dirigeable, c'est très utopique. Ce que je regrette, c'est qu'on déroule le tapis rouge à une entreprise étrangère, quand le moindre montage de projet est si difficile pour nous. Avec autant d'argent public, ce n'est plus une scierie, c'est un kolkhoze.*»

Alors, si les gros arbres n'y sont pas et si les acteurs locaux craignent pour le devenir de la filière, pourquoi un tel entrain à faire aboutir l'opération Florian? Comme en atteste un ordre du jour du 13 décembre 2019 de la Commission économie de l'intercommunalité, cette scierie est en réalité intimement liée à un projet de «cogénération», soit une usine qui produirait de l'électricité et de la chaleur grâce à la combustion de résidus de biomasse. En résumé: les bois de moindre qualité non transformés par Florian en bois d'œuvre pourraient alimenter cet autre projet, dans lequel le maire, Bernard Plano, est investi, par le biais de la société d'économie mixte Energies Services Lannemezan, qu'il dirige.

«*En pleine urgence climatique, cramer du bois est absurde. C'est aussi polluant que le charbon ou le pétrole. De plus, des études montrent que les vieux arbres piègent bien le CO₂*, décrypte Sophie Maillé, écologue à l'Observatoire des forêts. *En cas de combustion, le carbone qu'ils contiennent est libéré dans l'atmosphère, et il faut des décennies pour en absorber à nouveau la même quantité. En plus d'être des remparts contre le réchauffement, ces vieilles forêts servent d'habitat à de nombreuses espèces menacées, comme les saproxyliques (champignons, coléoptères). Ce sont des écosystèmes précieux, là où, comme me l'a dit le maire un jour, il ne voit que du "minéral".*» Au détour d'un chemin de montagne, alors que nous approchons d'une vieille hêtraie, deux biches déboulent sous notre nez, avant de s'évanouir dans ce qui est encore une forêt. ■

NICOLAS SANTOLARIA